

Écoutons les chercheurs !

par Jean-Louis Beffa

LES 28 et 29 octobre se tiennent à Grenoble les Etats généraux de la recherche. Ils marquent l'aboutissement d'un long processus que les appels lancés des laboratoires publics au début de l'année avaient contribué à mettre en place. Le grand public avait alors pris conscience du délaissement dont les chercheurs avaient progressivement été victimes. Le débâtement de nombreux laboratoires, l'abandon de programmes entiers de recherche, le financement de certains travaux par les revenus personnels des chercheurs apparaissaient comme les signes les plus forts de la déréliction de la recherche publique française.

L'attention des citoyens s'est depuis relâchée. Elle doit se porter aujourd'hui sur le considérable travail que les acteurs de la recherche, toutes disciplines confondues, ont mené à bien. Il est sans doute impossible de trouver un précédent à un tel exercice. Au cours des sept derniers mois en effet, les 40 comités de liaison constitués au sein des Etats généraux n'ont pas chômé. A l'écoute des représentants de la société civile et des personnels de la recherche, ils ont rédigé 34 rapports dont la synthèse est disponible. Nul doute que les historiens se réjouiront d'avoir pareille matière à penser. Il serait dommage que leurs contemporains ne sachent pas en bénéficier, dès maintenant.

De la Guyane à Marseille, en passant par Brest-Roscoff et Edimbourg, les chercheurs se sont rassemblés pour faire l'état des lieux de leur organisation et de leurs liens avec les autres citoyens. De quoi une anthropologue et un physicien théorique ont-ils débattu ? Comment les géomètres ont-ils pu s'entendre avec les microbiologistes ? Les controverses entre des spécialistes de thèmes aussi différents que la génomique végétale, l'électrophorèse ou l'araméen ont-elles pu être surmontées ? La réponse se trouve dans le rapport d'étape, qui ne présente pas seulement un bilan et des propositions : il développe une vision du monde que nous avons de bonnes raisons de partager.

Les chercheurs ont placé en

amont de leur synthèse le caractère social de leur activité : l'élaboration des connaissances n'est jamais solitaire. A un moment historique donné, l'ensemble des questionnements scientifiques pertinents dépend des croyances les mieux partagées dans une certaine communauté sociale. Le succès d'observations originales ou d'une théorie nouvelle ne dépend pas seulement de leur plausibilité. Pour qu'elles se répandent, les connaissances doivent être communicables. Les scientifiques consacrent ainsi une grande partie de leur temps à la communication.

Elaborer de la connaissance scientifique suppose donc de passer du temps dans un laboratoire, de noircir des feuilles ou de mettre en œuvre des expériences, de résoudre des problèmes complexes. Cela suppose surtout de rédiger des articles, de dessiner des « posters », de discuter dans des ateliers et de préparer des conférences. Cela nécessi-

Ces citoyens qui se sont manifestés au cri de « Sauvons la recherche ! » l'ont fait pour continuer à élaborer des biens publics majeurs

en compte la grande hétérogénéité des disciplines, la durée de vie des problématiques et des phénomènes étudiés. La loi ne doit surtout pas défendre une vision programmatique. Lorsqu'un problème se pose dans une société, encore faut-il savoir comment l'identifier. Les sciences sociales sont là pour étudier la construction sociale des objets qui apparaissent comme les catégories d'analyse dans lesquelles les grandes institutions les placent. Le temps est alors long entre la recherche fondamentale, qui analyse le contenu du problème social, et une éventuelle réponse technique, qui peut être aussi différente qu'un article de loi ou un médicament mis sur le marché.

L'autonomie nécessaire à la production des savoirs n'invite pourtant pas les chercheurs à demander un chèque en blanc. C'est précisé-

ment l'évaluation des individus, des laboratoires et des organismes qui doit légitimer cette autonomie. Elle doit être collégiale, contradictoire et pertinente. L'évaluation par les pairs, appelés notamment de l'étranger, permet de juger de la qualité de la démarche et des résultats de tous les acteurs de la recherche.

Ces citoyens qui se sont manifestés en 2004 au cri de « Sauvons la recherche ! » ne l'ont donc pas fait pour sauvegarder leur télescope, leur boîte de Pétri ou leur papyrus, mais pour continuer à élaborer des biens publics majeurs que l'on retrouve au cœur de nombreuses organisations sociales, à commencer par les autres biens publics que sont la paix, l'éducation, la santé...

Il est donc judicieux d'écouter les chercheurs définir les conditions dans lesquelles ils sont en mesure de réussir cette élaboration. Elle exige la durée, un fort potentiel humain et des moyens matériels disponibles sur le long terme. Une loi de programmation pluriannuelle leur est indispensable, prenant

en compte la grande hétérogénéité des disciplines, la durée de vie des problématiques et des phénomènes étudiés. La loi ne doit surtout pas défendre une vision programmatique.

Lorsqu'un problème se pose dans une société, encore faut-il savoir comment l'identifier. Les sciences sociales sont là pour étudier la construction sociale des objets qui apparaissent comme les catégories d'analyse dans lesquelles les grandes institutions les placent. Le temps est alors long entre la recherche fondamentale, qui analyse le contenu du problème social, et une éventuelle réponse technique, qui peut être aussi différente qu'un article de loi ou un médicament mis sur le marché.

L'autonomie nécessaire à la production des savoirs n'invite pourtant pas les chercheurs à demander un chèque en blanc. C'est précisé-

ment l'évaluation des individus, des laboratoires et des organismes qui doit légitimer cette autonomie. Elle doit être collégiale, contradictoire et pertinente. L'évaluation par les pairs, appelés notamment de l'étranger, permet de juger de la qualité de la démarche et des résultats de tous les acteurs de la recherche.

JEAN-LOUIS BEFFA est président de la Compagnie Saint-Gobain et membre du conseil de surveillance du « Monde ».

che, indépendamment de leur institution. C'est à la condition de cette autonomie que la logique sociale des chercheurs scientifiques peut s'articuler avec celle des autres formes sociales.

D'une logique à l'autre, les enjeux sont différents et parfois contradictoires. Le champ scientifique et le champ économique se confrontent ainsi dans l'entreprise, où les recherches doivent aboutir à l'innovation. Les travaux de recherche qui y sont menés alimentent la science en questions et souvent en techniques, en méthodes et en concepts, mais la relation doit être d'égal à égal. Saint-Gobain a ainsi la chance, au sein de son système de recherche, de bénéficier des travaux d'un laboratoire commun avec le CNRS.

C'est à la condition de l'évaluation strictement scientifique de ce laboratoire que Saint-Gobain peut mieux appréhender les principes qui sous-tendent les techniques de production. Cet exemple est à l'opposé du pilotage par l'aval et, plus largement, de l'évaluation des thèmes de la recherche suivant leurs retombées industrielles. C'est aussi pour cela que la politique de recherche doit relever d'un ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, distinct d'un ministère de l'industrie et de l'innovation.

Déjà relayées par leurs collègues allemands, les recommandations des chercheurs français ne s'adressent pas seulement aux gouvernements français et européens, d'aujourd'hui et de demain. Elles s'adressent aux organisations internationales préoccupées au premier chef par la promotion et la préservation des biens publics mondiaux. Elles nous concernent tous.

■ LA PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Le repli de l'Amérique, un danger pour l'Europe

par Robert Dujarric



WASHINGTON a annoncé le redéploiement de ses troupes en Allemagne et en Corée vers les

Etats-Unis. Ce plan devrait être complété avant la fin du second mandat de George Bush, s'il est réélu. Une fois cette *global posture review* terminée, il ne restera sans doute qu'une brigade (et quelques autres unités) au lieu de deux divisions de l'armée de terre en Allemagne, et le nombre de GI en Corée diminuera de plus de la moitié.

Quelle est la logique de ce projet ? Donald Rumsfeld est un adepte du concept de « transformation », en vertu duquel l'informatique, l'espace et l'arme aérienne permettent de diminuer le nombre de soldats, élément le plus coûteux du budget. Le secrétaire à la défense a aussi une vision minimaliste de l'armée, dont le seul but serait de se battre. Enfin, le terrorisme est devenu l'ennemi principal.

Ces idées, dont il n'a pas le monopole, ne sont pas justes. Ce sont des fantassins et non des bombardiers ou des ordinateurs qui patrouillent en ex-Yugoslavie ou qui occupent la Corée du Nord en cas de conflit. En dehors de leur activité de combat, les militaires jouent un rôle politique qui souvent ne peut être rempli que par des soldats sur le terrain. L'armée américaine n'est pas seulement une machine à faire la guerre.

Il ne faut pas surestimer le terrorisme. Ben Laden et ses émules peuvent tuer des milliers de personnes, peut-être des millions avec des armes nucléaires, mais ils n'ont pas la capacité de vaincre. Contrairement à l'Allemagne nazie ou à l'URSS, ils ne peuvent ni envahir les pays riches ni y faire triompher leurs idées. Une stratégie militaire, policière et diplomatique peut sinon détruire ces organisations, du moins limiter leur capacité de nuire. La guerre contre Al-Qaida ne doit pas monopoliser l'attention du Pentagone.

En revanche, l'Asie et l'Europe ont encore besoin de l'armée américaine. Les Etats-Unis jouent un rôle de dissuasion face à la Corée du Nord et à la Chine. Ils assurent aussi le bon voisinage entre leurs alliés car, sans leur présence, les relations entre Séoul et Tokyo seraient bien plus tendues. Les GI contribuent aussi à la stabilité de la Corée du Sud, pays qui demeure fragile. La garnison américaine consolide le régime de Séoul en symbolisant les liens qui unissent la Corée avec la première puissance mondiale.

Dissuader nécessite une grande crédibilité. La présence physique reste le meilleur moyen de prouver la détermination d'un Etat à assumer ses responsabilités. Quant aux tâches plus politiques, seuls des militaires américains basés sur place peuvent faciliter l'amélioration des relations nippono-coréennes et soutenir Séoul.

En Europe, l'armée américaine a aussi plusieurs fonctions. En premier lieu, et c'est un rôle que les Etats-Unis n'assument pas pleinement, elle stabilise les Balkans. Les effectifs de l'OTAN en ex-Yugoslavie sont en majorité européens, mais les GI y sont essentiels car ils représentent la puissance américaine. Leur capacité de dissuasion, bien que diminuée par le manque d'attention de l'administration Bush, reste supérieure. A moins de souhaiter entrer en guerre, on hésitera plus à s'attaquer à un Américain en uniforme qu'à un Européen. Une des causes de la gangrène qui pourrit les Balkans est la faiblesse de l'action américaine.

Les soldats américains contribuent aussi à la modernisation des armées européennes. Participer à des exercices conjoints met les Européens au contact d'unités qui, grâce aux 400 milliards de dollars annuels du Pentagone, sont mieux équipées et entraînées. Sans contacts transatlantiques, le fossé qui sépare les capacités militaires américaines et européennes s'élargira. En particulier, l'un des éléments de la réunification de l'Europe est militaire. Il nécessite une coopération étroite

entre les Etats-Unis et les armées d'Europe centrale.

Finalement, un repli américain diminuerait paradoxalement le poids de l'Europe sur la scène internationale. Car, pour jouer un rôle dans les grandes affaires stratégiques, il faut compter à Washington, où sont prises les grandes décisions qui affectent le monde.

ROBERT DUJARRIC est chercheur en relations internationales et boursier à Tokyo de la Fondation Hitachi pour le Council on Foreign Relations.

Certains Français, influencés par l'antiaméricanisme épidermique de De Gaulle, voient en l'OTAN un consulat américain. Mais l'OTAN est aussi le lobby européen à Washington. Ce sont les généraux et les amiraux américains en poste en Europe et les bureaux du Pentagone chargés des questions européennes qui représentent en partie l'Europe au sein du gouvernement américain. Ils pèsent plus que les diplomates européens, car ils sont au centre de l'administration et non cantonnés dans des ambassades.

Il est rare qu'un général américain n'ait pas fait une partie de sa carrière en Europe. Les administrateurs civils du Pentagone sont aussi très liés avec l'OTAN. Si la France pèse peu aux Etats-Unis, c'est en partie à cause de l'expulsion des militaires américains de l'Hexagone en 1966 et de son retrait de l'OTAN. Peu de généraux ou de hauts fonctionnaires américains connaissent la France. Les liens entre les deux armées, bien que renforcés depuis une dizaine d'années, sont bien plus faibles qu'ils ne le seraient s'il y avait encore des bases américaines en France et si le quartier général de l'OTAN et le siège de l'Alliance atlantique étaient restés à Fontainebleau et à Paris.

La *global posture review* est un projet à long terme. L'Europe a donc la possibilité d'essayer d'infléchir les décisions américaines. Mais que peut-elle faire pour influencer Washington ? Les pays opposés à l'invasion de l'Irak auraient tort de se porter volontaires pour le borbier mésopotamien. En revanche, ils devraient faire le maximum pour contribuer davantage aux opérations en Afghanistan, dans les Balkans et dans les régions où ils ne sont pas en désaccord avec Washington.

Ils doivent donc investir dans leur outil militaire. Même les europhiles américains ont du mal à prendre les Européens au sérieux tant ceux-ci ont négligé leurs armées. L'Allemagne et la France auraient pesé de plus de poids pendant la crise transatlantique sur l'Irak si elles avaient chacune pu contribuer à une division aéroportée en Afghanistan au lieu de n'y envoyer que des éléments symboliques. Washington porte une lourde responsabilité dans la catastrophe yougoslave pour avoir refusé d'intervenir dès 1991, mais cela n'excuse pas l'impéritie de l'Europe au Kosovo.

Les Européens n'ont aussi pas su développer leur influence aux Etats-Unis. Ce n'est pas en discutant avec le département d'Etat que l'on fait avancer ses intérêts. Il faut entretenir des contacts étroits avec le Congrès, les juges, les journalistes, les universitaires, et ne pas négliger les gouvernements et la société civile hors de Washington.

Il peut sembler étrange de se préoccuper du repli américain quand un homme aussi incompetent et dangereux que George Bush est aux commandes. Mais il est important de se rappeler que l'hégémonie américaine reste la clé de voûte de la sécurité de l'Europe et de l'Asie, qui produisent, avec l'Amérique du Nord, l'essentiel de la richesse mondiale. Le discours de certains Européens, à commencer par celui de Jacques Chirac sur une « multipolarité » teintée d'altermondialisme, contribue à convaincre l'Amérique qu'elle n'est pas la bienvenue en Europe. Or, si le repli américain est un danger pour les Etats-Unis, il crée un péril plus grave encore pour l'Europe.

L'art contemporain est-il contemporain ?

par Fred Forest

DEUX manifestations majeures pour l'art contemporain viennent de fermer leurs portes à Paris. La FIAC, organisée cette année sous la houlette artistique de Jennifer Flay, et Art Paris, par un homme d'expérience en la matière, s'il en est, Henri Jobbe-Duval : de longues années durant, il avait présidé aux activités de la FIAC.

Pour le visiteur en quête d'initiation, ces manifestations, au-delà de leur intérêt respectif, en fon-

livré sans défense au credo de l'idéologie dominante du marché, il fera quelques constatations élémentaires. Tout d'abord, il devra bien admettre que le médium prépondérant, de très loin, quoi qu'on en dise, reste encore la peinture, le papier à dessin et ses dérivés.

Bien entendu, les objets, les installations et surtout la photo, signe d'évolution, ont depuis quelques années pénétré en force dans les allées de la FIAC. A contrario, on constatera que la vidéo et la section spécifique qui lui était consac-

vert et le rose bonbon dominant. L'esthétique de l'objet et sa fonction « décorative » sont ici prépondérantes.

L'économie de l'activité artistique (le marché de l'art) est, de façon quasi exclusive, encore fondée sur une circulation, un échange et une économie de l'objet. De l'objet destiné à être accroché sur le mur ou mis en scène dans une inclusion de plastique, bien en vue, quelque part, de préférence à l'entrée, dans le loft-appartement, surtout quand il est, par chance, signé Arman, Carl André, ou mieux encore (mais l'investissement est plus élevé) Jeffs Koons ou Maurizio Cattelan.

Alors que nous sommes entrés de plain-pied dans la société d'information et de services, au quotidien, il est pour le moins paradoxal que l'art contemporain, que notre visiteur découvre, témoigne d'une glorification décorative de la matérialité artisanale et non, en priorité, d'une recherche de sens avec les « immatériaux » dont dispose désormais l'artiste.

Cela voudrait-il dire qu'en art il n'y a pas de marché véritable pour le sens, mais essentiellement pour le décoratif branché ? Cela voudrait-il dire que les artistes, se bornant à répéter des formes et des modèles au gré des modes, sont incapables, foncièrement, d'inventer des formes d'art en adéquation avec leur temps ? C'est-à-dire, comme nous l'apprend l'histoire de l'art si on la revisite, en adéquation sensible avec les connaissances, les techniques, les savoir-faire, les comportements, et les évé-

nements marquants de leur époque ? Certainement pas.

Mais il faut bien le constater, le système de l'art contemporain est entièrement régi et commandé par l'économie et le marketing, comme le faisait remarquer Milton Esterow, rédacteur en chef de la revue américaine *ARTnews*.

FRED FOREST est artiste multimédia, professeur émérite de l'université de Nice - Sophia-Antipolis.

Avant même les institutions et les revues d'art, les « grands » collectionneurs constituent la véritable puissance qui fonde et impose les valeurs de l'art contemporain !

C'est bien l'économie qui gouverne un art contemporain qui, dans ses formes et ses modèles, vise un marché encore exclusivement centré sur l'objet, alors que le devenir et les pratiques de la société sont déjà alignés étroitement sur l'économie de l'information et du virtuel.

L'art contemporain et ses artistes doivent donc dépasser ces contradictions et répondre au défi du sens qui fera que ce ne sera pas, demain, Charles Saatchi (agence de publicité), François Pinault (Christie's), le comte Giuseppe Panza (industriel italien), et quelques autres collectionneurs et financiers de haut vol qui seront considérés, à tort ou à raison, par les historiens de l'art comme les véritables « artistes » qui auront imaginé, inventé, et produit les valeurs de notre temps.

tion des moyens financiers inégaux mis en œuvre, offrent un panorama assez représentatif de l'art contemporain national et international. De quelle nature est la réflexion dont peut se nourrir la démarche de ce visiteur, curieux et attentif, qui parcourt au pas de course plus de 300 stands, un dimanche après-midi ?

Si ce visiteur, par une sorte de miracle improbable, a pu échapper à la prégnance des modèles officiels de l'art contemporain et qu'il n'est pas « sous influence »,

créé jadis sont passées sans appel à la trappe. La vidéo a été, signe des temps, remplacée, avantageusement, par un département design d'un excellent niveau, mais qui témoigne, une fois de plus, que le commerce de l'art et sa rentabilité sont étroitement liés encore à sa matérialité d'« objet ».

Notre visiteur, son tour des galeries effectué, repartira perplexe de la FIAC, car il n'y aura rien vu, ou pas grand-chose, traitant plastiquement et métaphoriquement de la crise que la société traverse. Le